

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/La-Bolivie-prototype-latino-america-in-egalite-une-fabrique-de-pauvres-et-rebelles>

La Bolivie, prototype latino-américain de l'inégalité, une fabrique de pauvres et rebelles

- Les Cousins - Bolivie -

Date de mise en ligne : mercredi 26 février 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par ECONOTICIAS

[Texto en español](#)

Le modèle bolivien s'est transformé en une véritable usine génératrice de pauvreté et de rébellion. Durant la dernière année presque 130 000 boliviens sont tombés dans la pauvreté, plus de 50 000 ont perdu leur emploi et les revenus par habitant et les salaires ont touché le fonds. Le mécontentement et le malaise social montent et sont les axes de la révolte populaire qui agite la Bolivie.

Les chiffres officiels de la débâcle économique et sociale, aggravée à l'extrême durant les dernières années, montrent que les trois dernières années, entre 1999 et 2001, plus de 380 000 personnes sont tombées dans la pauvreté et la marginalité, selon le décompte de l'Unité d'Analyse de Politiques Économiques (UDAPE).

L'indigence et la misère ont vertigineusement augmenté spécialement dans le secteur urbain, c'est pourquoi la proportion des citoyens qui survit avec moins d'un dollar à jour s'est élargie jusqu'à atteindre plus d'un quart de la population. On estime officiellement qu'au moins cinq des huit millions de boliviens sont pauvres, et la moitié d'entre eux dans un état d'indigence et de misère.

Entre 1998 et 2002, le revenu par habitant a chuté de presque un cinquième. Selon les données du Ministère des Finances, le revenu par habitant en 1998 était d'un peu plus de 1 100 dollars par an et en 2002 seulement de 900 dollars.

L'évaluation d'UDAPE établit que « les quatre dernières années ont été marquées par une crise économique intense dans toute Amérique Latine et qu'en Bolivie on a eu une croissance moyenne du PIB de 1.6%, tandis que le niveau de croissance démographique a atteint 2.3%, ce qui signifie un taux négatif de croissance par habitant.

"Cette situation a eu un effet dévastateur sur le secteur productif, particulièrement dans l'industrie manufacturière. Une des données qui traduit le plus cette situation, c'est qu'une proportion croissante de la population vit avec des revenus sous le seuil de pauvreté ".

Beaucoup d'entre eux, chômeurs, travailleurs et enfants de la rue, étudiants et ouvriers avec des salaires misérables, ont activement pris part la révolte civique policière, qui a fait chanceler le régime néo-libéral de Gonzalo Sánchez de Lozada, pendant la seconde semaine de ce mois de février fou.

Injustice sociale

La « bronca » de ceux d'en bas s'est brisée contre les institutions de l'État, les partis néo-libéraux et contre des secteurs patronaux, en révélant l'abîme énorme qui existe en Bolivie entre les secteurs les plus riches de la population et ceux les plus pauvres. Cette fracture économique et sociale profonde s'est élargie durant les dernières années avec la chute du salaire réel et du revenu par habitant, qui a frappé le plus durement les secteurs les plus pauvres et sans protection.

Cette inégalité aiguë dans la distribution des revenus a transformé la Bolivie en un pays avec plus d'iniquité économique et sociale. Selon la Commission Économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (ECLA), la Bolivie est le prototype latino-américain de l'inégalité : la plus grande partie de la population subsiste dans l'extrême pauvreté, tandis qu'une

poignée de personnes concentre la plus grande partie de la richesse, comme d'habitude.

Cette distribution injuste de la richesse a été aggravée par l'application du modèle néo-libéral, en août 1985. Les données officielles montrent qu'actuellement un cinquième des foyers les plus riches reçoit les revenus presque 50 fois supérieurs à ceux du cinquième le plus pauvre. 10 % de la population la plus riche, parmi laquelle se trouve le président Gonzalo

Sánchez de Lozada et la plupart de ses collaborateurs, concentre un tiers du revenu national et davantage d'argent que celui obtenu par l'ensemble de 70 % de la population, composée principalement d'indigènes, paysans, travailleurs au noir, ouvriers et femmes.

Chômage et informalité

Ce segment majoritaire de la population appauvrie s'est affirmé principalement dans les micro-entreprises et dans le travail au noir. 65 % de la population économiquement active est plongé dans l'auto emploi de survie familiale et dans le travail au noir. 83 % de la population économiquement active travaille dans les micro et petites entreprises, avec de très bas niveaux de productivité et qui survivent seulement par l'auto exploitation et le sacrifice familial qu'ils s'imposent.

Souffrant comme eux, 350 000 autres boliviens manquent d'emplois et ont un revenu égal à zéro. Près d'un autre million de travailleurs a un emploi de basse qualité et gagne en dessous ce dont ils ont besoin pour couvrir le coût d'un panier d'aliments et services de base.

Sur ce secteur des sous-emplois, le gouvernement bolivien a voulu, sous la pression du Fonds Monétaire International, décharger le poids de la crise fiscale, à travers un impôt sur le « salaire », ce qui a allumé l'étincelle de la convulsion sociale.

Pour ceux d'en bas, il était clair que le gouvernement essayait de financer, avec l'argent des salariés et de plus pauvres, le gaspillage gouvernemental, la incachable et étendu corruption des dirigeants et la fraude fiscale massive que faisaient les chefs d'entreprise nationaux et transnationaux de pétrolières.

L'impôt du gouvernement des millionnaires était inacceptable pour un pays où chaque jour trois femmes meurent en accouchant par manque d'attention médicale, où le taux de mortalité infantile atteint à 67 pour mille enfants nés vivants et la malnutrition des enfants, des deux sexes, de moins de 3 années est de 28 %.

La révolte de ceux d'en bas se nourrit aussi en constatant qu'au moins un boliviens sur cinq est en dénutrition, qu'un enfant sur quatre, des deux sexes, a une faible stature pour son âge, que cinq pour cent des enfants, des deux sexes, naissent avec un poids insuffisant et qu'une femme enceinte sur quatre souffre d'anémie à cause d'une alimentation déficiente. Et sans parler de l'économie campagnarde et du secteur rural, où on récolte seulement pauvreté, amertume et rébellion sociale.

C'est pourquoi, l'impôt été la goutte qui a fait déborder le verre. Les victimes du modèle néo-libéral ont rendu le coup, ont freiné la confiscation des salaires et ont authentifié avec sang un avertissement : ils ne sont déjà plus disposés à d'autres sacrifices pour sauver le modèle bolivien de la faillite.

Post-scriptum :

Traduction pour El Correo : Estelle et Carlos Debiasi